

"Budget européen: la grande bataille du «chèque» britannique" dans Le Figaro (15 décembre 1998)

Légende: À l'aube du prochain sommet, le quotidien français Le Figaro revient sur les raisons qui ont amené les chefs d'État ou de gouvernement réunis en Conseil européen à Fontainebleau en juin 1984, à accorder au Royaume-Uni une «ristourne».

Source: Le Figaro Économie. 15 décembre 1998, n° 16901. Paris: Le Figaro.

Copyright: (c) Le Figaro

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"budget_europeen_la_grande_bataille_du_cheque_britannique"_dans_le_figaro_15_decembre_1998-fr-4f33d365-615a-4dfe-b0be-3060696bd33f.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Budget européen: la grande bataille du «chèque» britannique

Jacques DUPLOUICH

« Mme Thatcher n'est plus au pouvoir ! Il est grand temps que la Grande-Bretagne paie ce qu'elle doit à l'Europe... » Même Goran Persson, chef du gouvernement suédois et allié traditionnel de Londres au sein de l'Union européenne, se fait pressant. Pour lui, comme pour la grande majorité des autres premiers ministres et chefs d'Etat des Quinze, la « ristourne » annuelle, accordée à Londres au Sommet européen de Fontainebleau en juin 1984, n'a plus de raison d'être.

A l'heure où chaque Etat se penche sur sa contribution à la tirelire de l'Union, ce rabais les deux tiers de l'écot net britannique à hauteur de 2 milliards de livres, en 1997, pose problème. Jacques Chirac, par exemple et le président de la République n'est pas le seul, estime qu'il est contraire à « l'esprit communautaire ».

Mais Tony Blair persiste et signe : le principe du « rebate » n'est pas négociable. « Il sera maintenu parce qu'il est justifié. Et il est justifié parce que sans cette disposition, la Grande-Bretagne paierait un montant tout à fait disproportionné, donc injuste, à l'Union européenne », martelait le premier ministre avant le sommet de Vienne, la semaine dernière. Un ton que ne désavouerait pas lady Thatcher. « Le thatchérisme est de retour à Londres », ironisait, d'ailleurs, Jose-Maria Gil Robles, le président du Parlement européen.

Limiter les distorsions

Comme jadis Margaret Thatcher, dont il salue au passage le courage, Tony Blair se dresse, lui aussi, « au nom de l'intérêt national » britannique. Et l'intérêt national commande de ne pas contribuer plus qu'il ne convient. Or si des mécanismes financiers destinés à limiter la quote-part de la Grande-Bretagne avaient bien été élaborés en 1975, ils n'avaient jamais été mis en œuvre avant l'arrivée de la Dame de fer à Downing Street en 1979. La renégociation de l'« euro-budget britannique » fut l'une de ses priorités.

L'Union européenne se finance par les contributions des Etats. Celles-ci sont assises sur quatre types de recettes. Deux d'entre elles sont fondées sur le niveau de richesse de chaque Etat membre : un prélèvement sur les revenus de TVA et un versement évalué en fonction du PIB. Les deux autres contributions sont prélevées sur les droits de douanes appliqués, d'une part, aux biens durables extracommunautaires et, d'autre part, aux produits alimentaires importés hors de l'Union.

En juin 1979, à Strasbourg, Margaret Thatcher fait savoir à ses partenaires que cette formule en forme de bouquet fiscal est « inacceptable ». Parce qu'elle rend la contribution de son pays « largement excédentaire ». En raison des liens commerciaux avec le Commonwealth « nos importations, alimentaires surtout, en provenance de pays non membres de la Communauté (sont) bien plus importantes que celles de nos partenaires européens », explique-t-elle. En conséquence, « nous devons verser plus que nos partenaires au budget communautaire sous forme de droits de douane », précise-t-elle.

Surtout, insiste Mrs Thatcher, le budget de la Communauté est « lourdement grevé » par les subventions agricoles plus de 70 %, à l'époque, des ressources budgétaires. Or « notre économie dépend moins de l'agriculture que la plupart de nos partenaires européens ». En précisant, au passage que « les exploitations agricoles sont plus vastes et plus efficaces » en Grande-Bretagne qu'en France et en Allemagne. En conséquence, « il nous est attribué moins de subventions » qu'à ces pays. Son objectif est clair : « limiter les distorsions » imputables à la politique agricole commune PAC, « gérée de façon dilapidatrice » et amener « les réalités financières à déterminer les dépenses financières ».

« I want my money back »

Cinq ans durant, elle plaidera sa cause dans une formule I want my money back, « je veux mon argent » qui lui vaudra l'admiration des Britanniques et les sarcasmes de ses partenaires européens. Mais elle obtiendra gain de cause, au sommet de Fontainebleau, en juin 1984. Dans Verbatim, Jacques Attali note qu'elle

souhaitait, alors, « beaucoup plus » « 1,2 milliard d'écus de ristourne, en 1984, 1,25 milliard en 1985, puis 90 % de son déficit » que ses partenaires, pourtant lassés par ses récriminations, étaient disposés à lui accorder.

« Elle craque comme du verre, elle est au bord des larmes », relève le conseiller du président de la République, le 26 juin, après qu'elle eut fait le siège d'Helmut Kohl et de François Mitterrand. « Elle veut conclure sur n'importe quoi. » Elle obtiendra 1 milliard d'écus, puis 66 %. « Il faut savoir conclure une négociation », explique l'ancien premier ministre britannique dans ses Mémoires.

S'agissant de l'évaluation du PIB, Margaret Thatcher notait justement, en 1979 : « Malgré le pétrole de la mer du Nord, nous étions l'un des membres les plus pauvres de la CEE, avec le septième PIB par habitant. » Dans ce classement, la Grande-Bretagne figure, aujourd'hui, au onzième rang bien qu'elle soit le cinquième contributeur net par tête. D'où l'insistance de Tony Blair à maintenir la « ristourne » britannique.

Toutefois, le premier ministre pourrait accepter de discuter une réduction du rabais mais pas sa disparition, si les Quinze parvenaient à s'entendre sur une réforme de la PAC. La bataille sera rude.